

# le cerquele

BIMESTRIEL N° 22

L'ALTERNATIVE LIBERTAIRE TOULOUSE ISSN 1264-9112 JUILLET 1999 - 15 F

Dans le langage de l'époque « bon appétit » se dit « bonne chance ». Alors « bonne chance » avec l'assiette de poulet belge à la dioxine, le verre de vin au sang de bœuf, le steak de vache aux prions, le fromage à la listériose, le coca à la mort aux rats, les biscuits diététiques aux OGM, les farines animales partout, mais aussi... le coureur à l'EPO, le préfet incendiaire, le Brassens à la Le Pen, les socialistes à la mode « privatisations », les nationaux-républicains, les verts libéraux, les pacifistes rouges-bruns, les politiciens « fausses-factures », les profits qui licencient, la réduction du temps de travail qui en aggrave les conditions, bref avec tout un monde qui s'enfonce tout doucement dans l'empoisonnement des ventres et des idées.

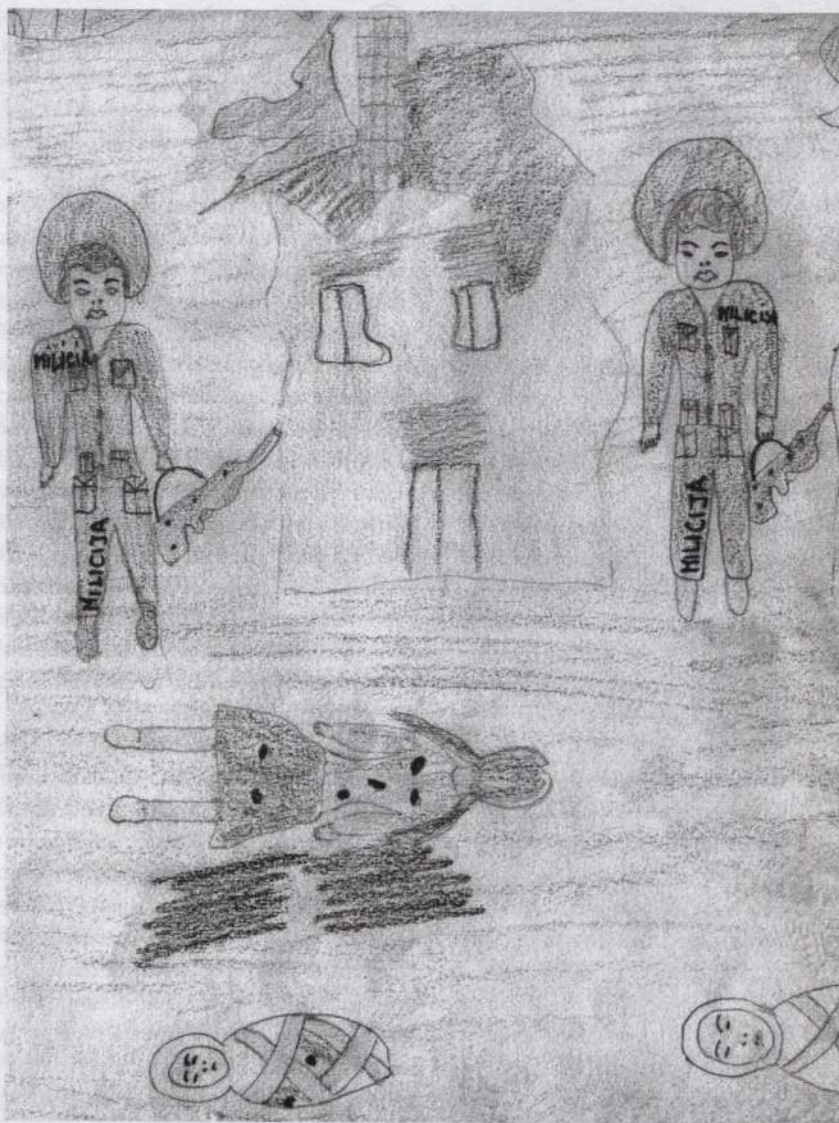
Alors, bien sûr, ceux qui le peuvent vont essayer d'y échapper en achetant du bio, du pur, du traçable, de l'estampillé « BCBG, Bonne Cuisine Bourgeoise Gâtée », mais au risque de se faire rattraper tôt ou tard par les pratiques d'empoisonnement que la recherche du profit immédiat engendre.

Quant aux autres, ils n'ont guère le choix et mangent ce que les premiers leur imposent : la bouffe de pauvre, directement de l'usine dans l'assiette, nourriture de promesses électorales.

« Mais qu'ils mangent de la brioche ! » leur réplique Elf-Aquitaine, la vraie putain de la république.

Notre pauvre planète est en fin de vie clinique, elle s'étouffe, suante, pétante, rosissante harassée sous le gros bide du capitalisme suicidaire. « Les trois personnes les plus riches du monde ont une fortune supérieure au PIB total des 48 pays en voie de développement les plus pauvres ». Jusqu'à quand allons-nous supporter ce monde! ■

Caillou



« S'imaginer qu'une culture peut être primitive, est une forme de snobisme qui n'est elle-même que le masque de l'ignorance, de la xénophobie. »

Richard Hell

# Expulsion des sans-papiers : crime contre l'humanité?

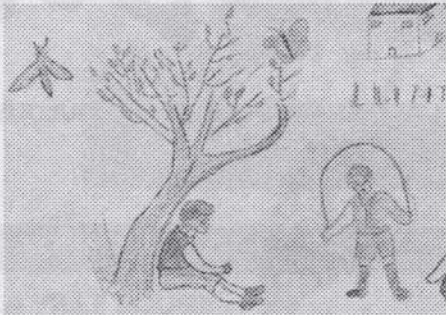
On parle des sans-papiers avec colère ou sympathie, perplexité ou indifférence. Mais cela reste souvent des mots. Et derrière ces mots, ce sont des hommes et des femmes qui souffrent et qui aspirent à vivre normalement, dignement. Voici en quelques lignes l'histoire de l'un d'entre eux.

À cause d'un refus de la préfecture de rallonger son visa de quatre jours, il ne peut obtenir une carte de séjour.

D. est arrivé en France en 1992 d'Algérie. Il est fils d'un ancien combattant. À la mort de son père, il demande une carte de séjour pour venir travailler en France. Il reçoit une réponse favorable de la préfecture du Gers à condition de fournir un contrat de travail d'un an. Après trois mois de recherches infructueuses, la préfecture lui demande de retourner en Algérie pour renouveler le visa. Il le fait, et trois mois plus tard, il revient avec un nouveau visa d'un mois. Il dépose alors un dossier pour devenir artisan plombier. La Chambre des métiers demande qu'il accomplisse un stage de cinq jours. Mais ce stage commençait quatre jours après l'expiration du visa. La préfecture refuse de prolonger celui-ci pour la durée du stage. D. décide alors de rester en France sans papiers. Au moment de la circulaire Chevènement, il dépose un dossier qui est rejeté parce que D. est rentré avec un visa touristique. Tous ses recours successifs sont également rejetés. Toutes ces démarches étant restées vaines, il se retrouve toujours sans papiers, deux ans plus tard.

Pour n'avoir pas voulu prolonger son visa de quelques jours, la préfecture a empêché que D. puisse remplir les conditions qu'elle lui avait elle-même imposées avant de lui délivrer la carte de séjour à laquelle il avait droit.

*Extrait d'un document de 4 pages édité par La CIMADE 24 rue des Pollinares, 31 Toulouse  
Lieu de la grève des sans-papiers : CASC, 10 bis rue du colonel Driant 31 400 Toulouse  
Fax : 05 61 25 61 68*



Contrairement à certains pays voisins comme l'Espagne et l'Italie, le gouvernement français, en la personne de Monsieur Jospin, premier ministre, a décidé de pratiquer une politique d'expulsion des sans-papiers. C'est ainsi que sur 120 000 dossiers de demande, 60 000 seulement ont fait l'objet d'une régularisation. Pour ceux qui restent sans papiers, l'avenir est noir, très noir. Ceux qui en ont obtenu ont souvent dû se battre au-delà du supportable. La société civile dont je fais partie a eu et a encore du mal à savoir exactement ce que signifie être un sans-papiers. Elle préfère adhérer à des représentations négatives, qui réduisent ces personnes à des délinquants, des bandits, des gens pas clairs qui trafiquent, et font l'amalgame « sans-papiers-clandestins-dope-proxénétisme » avec une facilité déconcertante. La société civile préfère ne pas savoir réellement qui sont ces gens, et semble ne pas réaliser que pour la plupart d'entre eux, au bout de l'expulsion, où pendant celle-ci, se produit la mort : violences policières, emprisonnement à l'arrivée, confrontation à un pays en guerre, clochardisation, suicide. C'est sans doute la même société civile, qui sous Vichy, a préféré faire l'amalgame juif-usurier-riche-voleur, et croire que la déportation était une simple promenade. Il est douloureux de penser que nous reproduisons, pour les gens qui nous servent actuellement de bouc émissaires, c'est-à-dire les gens d'origine maghrébine ou d'Afrique noire, un comportement analogue à celui qui s'est produit pendant la guerre : une vague conscience du problème, très vite refoulé par le fait de ne pas se sentir concerné, de ne pas prendre la mesure véritable du crime qui est en train de se produire. Qui d'entre nous pourra dire quel aura été son degré de participation dans cette affaire,

une fois que le crime aura été consommé ? Ferons-nous comme sous Vichy, dirons-nous que nous ne savions pas que c'était si grave ?

Bien sûr, pouvons-nous rétorquer, ne comparons pas des choses pas comparables. Le nazisme a tué six millions de Juifs dans les camps. C'est vrai, et c'est là justement où je veux en venir, puisque nous devons parler de chiffres. Pour combien de Juifs déportés Papon a-t-il été condamné pour crime contre l'humanité, 1500, 2000 ? Alors quand les chiffres tomberont, combien monsieur Jospin aura-t-il de morts à son actif, qu'il n'aura pas tués de ses propres mains bien sûr, mais qu'il aura envoyés à la mort ? Elle est là, la réalité des sans-papiers : c'est celle d'un gouvernement qui pour des raisons électorales, sacrifie aujourd'hui des milliers d'hommes et de femmes et se lave les mains de leur sort, dont il connaît l'issue. Il ne faut pas oublier qu'en établissant un parallèle entre l'immigration, les sans-papiers et les problèmes d'insécurité, le gouvernement ne fait que reprendre en douceur la thèse immigration = clandestin = délinquant véhiculée par le FN depuis toujours. J'ai voté socialiste de nombreuses fois ces dernières années, j'ai voté utile par peur de voir arriver aux commandes des hommes dont les idées d'extrême droite me faisaient froid dans le dos. Aujourd'hui, c'est terminé, je ne veux pas que dans vingt ans, on me dise : « tu te rends compte, tu as voté pour ce type-là, et regarde aujourd'hui ce qu'on lui reproche : il a envoyé à la mort dix fois plus de gens que Papon. »

Il paraît qu'on n'a pas le droit de traiter Jospin de fasciste, que le fascisme c'est autre chose et qu'on ne doit pas détourner le sens des mots. C'est vrai, Jospin n'est pas imprégné de cette idéologie, il a juste décidé de mettre toutes les chances de son côté pour gagner les prochaines élections : moi ça me donne envie de vomir. C'est décidé, je ne voterai pas pour Jospin et sa politique inhumaine, sa politique impardonnable : il y a des moments où on ne peut plus accepter l'inacceptable. Et qu'on ne vienne pas me dire que les autres en face feront pire. Demandez aux sans-papiers : ils vous diront que pour eux ça ne peut pas être pire. ■

Valmat

# Après la guerre

J'ai visité Voradour avec ma petite nièce. C'était une belle après-midi d'été. Les nuages blancs filaient vers le Nord dans un ciel bleu immense au-dessus des murs calcinés. Les ruines de la mosquée où les miliciens d'Arkan avaient brûlé vifs les 70 hommes du village se dressaient au sommet de la colline. Derrière l'esplanade, seule trace de la gare totalement disparue, les rails partaient vers un ailleurs lointain d'où les déportés n'étaient jamais revenus. Vous connaissez Voradour, ce village martyr qui se visite depuis des années comme le symbole immuable de la barbarie serbe ?

Ma nièce, qui était sortie de la voiture en courant, avec l'envie de sauter et de se défouler était tombée en arrêt devant un cheval de bois noirci sur un vieux socle rouillé.

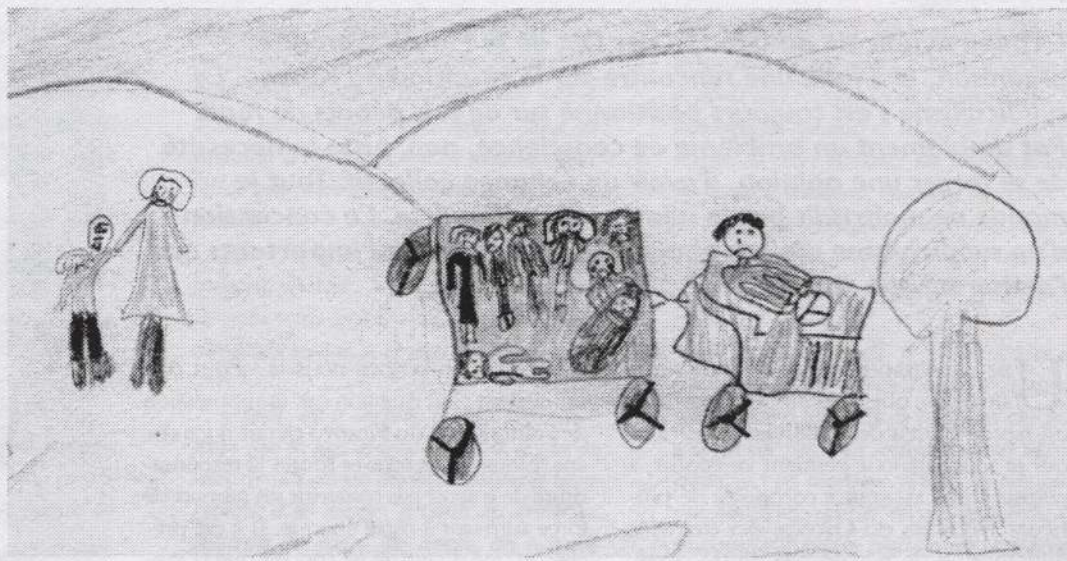
« Qu'est-ce que c'est ? »

« Un jouet d'enfant d'il y a longtemps, d'avant le massacre ».

Je dus lui raconter, ou du moins ce que j'en savais, du drame terrifiant qui s'était déroulé dans ce village comme dans presque tous ceux de la province. Les Kosovars albanais privés de tout droit, chassés des écoles, des lycées, des hôpitaux, de toute fonction publique, réduits à la situation de sous-hommes puis chassés sur les routes, humiliés, battus, volés, les hommes massacrés, les jeunes femmes violées... Elle regardait partout, cherchant des traces de ces enfants, des traces d'une vie arrêtée brusquement, un 25 mars 1999, il y a maintenant bien longtemps.

On est ressorti du village. Une grande pancarte sur le parking proclamait « Plus jamais ça ! »

Elle a attendu quelque temps, pensive, à l'arrière de la voiture. Nous roulions doucement sur ces petites routes de montagnes. Le paysage était vraiment splendide. Les points de vue sur les vallées avec leurs villages blottis et les champs étaient vraiment beaux et calmes. Elle ne regardait plus rien. Je me suis garé sur une aire



de stationnement d'un panorama. Nous étions seuls tous les deux accoudés à la rambarde.

« Qu'est-ce que tu faisais à ce moment-là ? » « Tu sais, c'était compliqué. Nous ne savions pas ce qui se passait vraiment. Ils avaient fermé la frontière. Nous nous doutions du massacre parce qu'il s'était déjà produit un peu plus loin en Bosnie, en Croatie. Mais nous ne voulions pas trop croire tout ce qui se disait. Les Américains sont intervenus et ont bombardé le pays voisin. Ils disaient que c'était pour forcer le dictateur à se retirer mais beaucoup de gens, chez nous, pensaient qu'ils voulaient surtout voler les richesses du pays alors il y a eu des manifestations. »

« Contre le dictateur ? »

« Non, contre les Américains. »

« Mais qu'est-ce qui a été fait pour empêcher ça ? »

Elle me désignait du doigt les ruines de Voradour, de l'autre côté de la vallée.

« La plupart des gens s'en foutaient et se disaient que s'il y avait la guerre c'était pas grave du moment que c'était pas chez eux. Beaucoup soutenaient l'intervention des Américains, même si c'étaient les Américains, espérant que leurs bombardements à l'aveuglette amèneraient la défaite des massacreurs, ils se faisaient traiter d'impérialistes... À la maison, ton oncle pensait qu'il aurait fallu une invasion, tu vois avec des armes, pour arrêter les milices serbes, mais

dans les repas de famille on le traitait de militariste. D'autres auraient voulu qu'on arme les résistants... mais on ne savait rien sur eux... Beaucoup pleuraient en regardant la déportation à la télévision mais finalement tout le monde se sentait impuissant. Les seuls qui manifestaient vraiment dans le pays c'étaient les anti-guerre. Rien que dans la famille il y a eu plein de tes parents qui hurlaient contre les crimes de guerre de l'OTAN. »

« Et qu'est-ce que s'est passé après ? »

Et bien, le dictateur a fini par capituler devant l'OTAN. Les occidentaux sont entrés dans le pays et ont découvert les charniers, comme ici, et prisons avec des salles de torture.

« Et les Kosovars sont revenus ? »

« Quelques-uns, mais pas tous. Le crime a été tellement épouvantable que beaucoup ont préféré refaire leur vie dans d'autres pays, essayer d'oublier tout ça. Ensuite le pays est devenu plus riche à cause des investissements européens, la démocratie s'est installée, les survivants se sont ouverts au tourisme, et ils parlent tous en anglais. »

La route du Disneyland de Pristina s'ouvrait devant nous. Alors, on est remonté dans la voiture et puis elle m'a souri, un peu triste : « Dis, puisqu'on retourne à la plage, tu m'offriras une glace ? » ■

Caillou

# Un débat sur fond d'épuration

**L'Union Syndicale du Groupe des Dix de la Haute Garonne organisait, le 3 juin, une rencontre sur la situation au Kosovo. Le syndicalisme s'est toujours positionné sur de tels débats de fond. Pas simplement un problème de conscience, non, juste la nécessité de se forger une opinion, d'avoir un échange collectif. Tout le monde ne maîtrisait pas le sujet, mais qu'importe. La conception d'un syndicalisme où les débats généraux sont aussi importants que l'action sur son secteur était présente.**

Une présentation rapide et claire sur la situation, quelques rappels d'histoire, un rapide aperçu des différentes positions qui se sont fait jour pendant ce conflit, a permis à une assistance composée de plusieurs syndicats du Groupe des dix (une quarantaine de personnes) de débattre. Était-il pertinent de s'élever avec comme seul mot d'ordre « Guerre à la Guerre » position pacifiste rassurante mais pas toujours aussi clair dans une telle situation ? Fallait-il un arrêt immédiat des bombardements solution laissant pour certain(e)s le libre cours à Milosevitch dans son plan de purification ethnique ? Quel soutien le mouvement syndical peut-il apporter aux populations ? Une foule de questions que chacun(e) des participant(e)s avait sur le bord de sa conscience, de son engagement.

Certes, les enjeux économiques sont bien présents. L'OTAN, bras armé de l'impérialisme américain pour certain(e)s, seul recours (quand les forces démocratiques dont fait partie le mouvement syndical qui n'a pas les moyens d'organiser une véritable opposition) face à une agression fasciste pour les autres, la question est de savoir si le mouvement social ne devient pas spectateur dans ces cas là. Les avis se sont échangés avec ferveur, conviction et force pour bon nombre d'intervenant(e)s.

## Pour la paix aujourd'hui, mais hier ?

La rancœur naturelle sur l'inaction passée, car, depuis plus de dix ans, cette partie du monde est sujette aux agressions fascistes, à des déplacements de populations, aux épurations, cela a fait sortir certains de leurs gongs. Qui a défilé pour la Bosnie, qui a pris la mesure des événements de Tuzla ? Si à l'époque nous avons été plus nombreux à donner les moyens à l'opposi-

tion serbe, en serions-nous là ? Pour certains, il est clair que non car, la suppression de l'autonomie du Kosovo c'était il y a dix ans. Nous avons tous et toutes la responsabilité de n'avoir pas construit un rapport de force suffisant à cette époque. Il a été précisé qu'une dictature ne conçoit que le rapport de force

## L'OTAN, seule alternative ?

Une grande partie du débat a été consacrée aux alternatives démocratiques que le mouvement social, dans son ensemble, n'a pas su (ou pas pu ?) construire. Un des intervenants faisant apparaître qu'en l'absence d'alternative révolutionnaire on accepte les solutions bourgeoises au règlement d'un conflit. Les réponses ont fusé autour d'un argument fort concernant les visées plus offensives que défensives de l'OTAN. Quel autre intérêt pour les USA au travers de l'OTAN que les modifications géostratégiques lui permettant d'imposer sa propre régulation des économies, des libertés, qu'elle seule définit selon ses critères propres.

## Une boussole : le droit des peuples

L'enjeu énoncé par quelques un(e)s des présent(e)s est une forme de néo-colonialisme. « Attention à la Croatie » a lancé un militant ! Seule la notion de droit des peuples à l'autodétermination est un véritable combat. Faut-il encore donner les moyens à un discours idéologique de s'ancrer dans la réalité, lui a t il été répondu. En clair, une moitié des participant(e)s ayant milité à l'époque pour la Bosnie, ayant participé à des actions de soutien, reprochait à l'autre moitié de ne pas s'être mobilisée à ce moment-là. Certes, cela ne voulait pas dire que ces mêmes personnes



étaient restées sans rien faire, mais avaient tout de même eu le qualificatif pour ces militant(e)s de pacifistes sans grand intérêt.

## En guise de conclusion

Serons-nous capables, au-delà des différences d'analyses qui nous séparent, de tisser des liens avec le peuple Kosovar et Serbe ? Faut-il toujours répondre en tant que syndicalistes, citoyens, sur, pour ou contre une intervention dans une région du monde ?

Un débat comme celui qui s'est déroulé ce 3 juin montre une chose simple : que devons-nous construire plutôt que savoir ce que nous aurions du faire. Sur ce point, malgré les « empaillages » des intervenant(e)s, tout le monde s'est retrouvé. Quelles que soient les positions avancées, le constat collectif était de dire, qu'aujourd'hui, il nous fallait participer à retisser des liens avec les syndicats, associations de cette région. Intervenir sur le plan syndical, associatif comme nous savons et pouvons le faire.

L'histoire se fait au présent pour que le futur ne s'entache pas du passé. ■

Vaporetto attentif

# Vu d'en bas

Il était une fois, deux fois, trois fois...

« Moi, dit le premier, quand j'ai dû quitter ma maison, mon village, mes amis et mon sourire, j'ai vu mes voisins détourner leurs regards, d'autres encore me désigner du doigt, certains aussi pleurer sur leur propre impuissance...

Et puis enfin, il y a eu celui qui a osé, celui qui m'a aidé à m'enfuir et me permet aujourd'hui de témoigner des visages familiers qui me pourchassent et crient dans la nuit où se mêlent nos souffrances : humiliés, torturés, enfermés, déportés, violés, effacés peut-être pour toujours...

Mes souvenirs sont devenus des charniers : selon l'époque, je suis tzigane, juif, arménien, palestinien, tutsi, bosniaque, tamoul ou kosovar...

Je voulais juste vivre en paix et non pas devenir « votre » victime.

Mais vous, que faites-vous ? »

« Moi, dit le second, quand j'ai reçu vos bombes, je n'ai pas compris tout de suite ce que je vous avais fait...

Auriez-vous pris mon silence forcé pour de la complicité ?

Ignorez-vous à ce point combien il m'est impossible de parler au-delà du petit cercle de confiance ?

Ne savez-vous pas qu'ici, la dictature est telle qu'elle cherche à faire taire jusqu'à nos neurones ?

Alors, apprenez que si beaucoup parmi nous ont choisi de plier, nous sommes encore des milliers à vouloir risquer nos vies pour

faire tomber les murs de nos frontières et de nos prisons, des millions à espérer renverser les petits pères fouettards du peuple qui font et défont nos destinées : ceux dont le désir de puissance et de destruction est tellement plus solide que notre propre espérance de vie si volatile.

Selon l'époque, je suis turc, allemand, français, irakien, hutu, indonésien, croate ou serbe mais avant tout, je voulais être citoyen du monde... et vous, qui êtes-vous ?

« Moi, dit le dernier, je serai le premier parce que je sais ce que je suis et ce que je veux. Je suis citoyen du mondialisme et selon l'époque et les besoins, je vends des armes, je construis des ponts, des camps, des cages à lapins mais aussi des poulets empoisonnés ou des ordinateurs jetables. J'offre la mort à la demande.

Je ne fais pas de politique : officiellement, je fais des affaires. Je me fous des frontières et des idéologies : je surfe avec tout ce qui se présente... la guerre comme la paix... sociale ! gauche ou droite, l'important est que vous marchiez au pas.

Je n'ai pas de complexes et je sais dépasser mes scrupules. Je vous aime parce que vous êtes mes clients : je vous bourre le crâne en vous le vidant et vous gave ou vous affame suivant mon humeur « boursière ».

Votre vie est mon œuvre. Je détermine avec vos émotions qui sera bourreau ou victime selon l'époque, gentil ou méchant, je m'amuse de vos vieilles culpabilités, me régale de votre

désir paresseux de simplifier. Alors, je m'arrange un peu avec l'histoire. J'achète et je vends de l'horreur ou de l'admiration. Je fabrique les salauds et les héros et fais du miroir de votre existence un feuilleton qui me rapporte beaucoup, vraiment beaucoup...

Je ne vous laisse à certains que le droit de voter pour qu'en comparaison vous vous sentiez plus libres que ceux à qui je l'ai déjà retiré.

Et pendant ce temps, je fais de chacun de vous une petite entreprise d'égoïsme en même temps qu'une forteresse de solitudes qui ait, - le fin du fin -, la certitude de ses apparences... c'est pourquoi je vous ai persuadé que vous étiez aussi libres que le marché en vous mettant tous en concurrence permanente.

Je suis d'autant plus sûr de moi que je sais que j'ai encore de belles années devant nous pour exploiter ce merveilleux filon que sont vos petites vies morcelées. Et je vous emmerde ! » Alors, qu'en dites-vous ?

Réponse du premier et du second concernés :

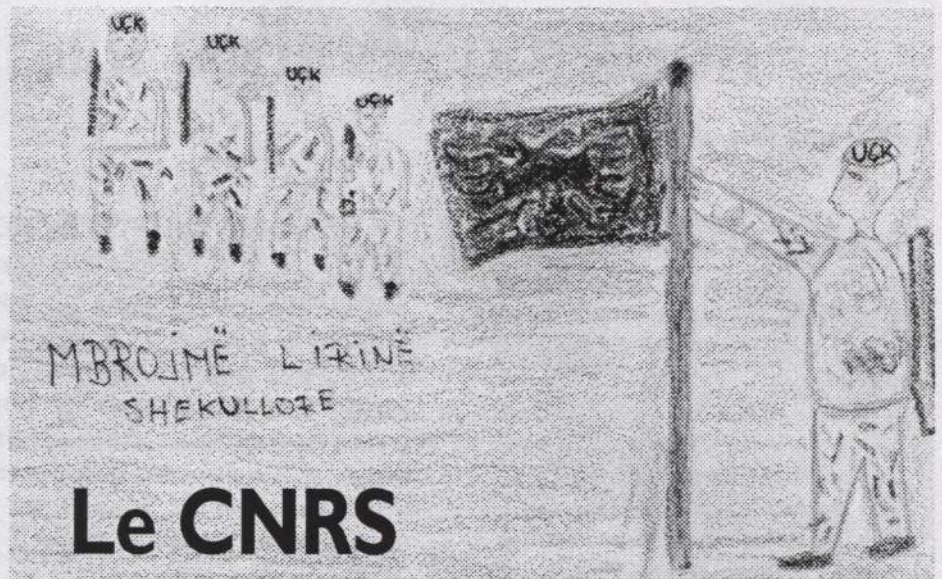
« Il est vrai que tant que le premier et le second n'auront pas identifié que l'ennemi n'est pas l'autre mais bien celui qui les divise, pour mieux les écraser, l'histoire de l'humanité n'a pas fini de commencer qu'elle risque déjà de s'achever. » ■

Patrick



**La recherche scientifique civile publique en France est effectuée dans des laboratoires qui dépendent des universités et d'organismes de recherche.**

**Le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) est le plus important d'entre eux. C'est le seul qui traite de toutes les disciplines scientifiques, des Mathématiques à l'Histoire, en passant par la Biologie, l'Astronomie, ou l'Informatique.**



Le CNRS emploie environ 12000 chercheurs et un nombre équivalent d'ingénieurs, techniciens et administratifs. 85 % des laboratoires CNRS sont des laboratoires « mixtes » avec les universités; les enseignants des universités y effectuent leurs recherches et les étudiants y préparent des thèses de doctorat.

Le Comité National de la Recherche Scientifique est une instance composée principalement de 40 sections, spécialisées en disciplines scientifiques, chargées d'évaluer les laboratoires, de recruter les chercheurs puis de les évaluer, et de faire la prospective scientifique. Chaque section est composée de 21 membres, dont deux tiers d'élus par les personnels de la recherche (chercheurs, enseignants, ingénieurs), et un tiers de nommés par le ministère de la recherche. C'est une sorte de « parlement de la science » qui fonctionne de manière transparente - même si son fonctionnement peut être amélioré - contrairement aux décisions prises par exemple après l'avis « d'experts » nommés et inconnus.

Le CNRS est un donc un outil important de la recherche publique qui présente la particularité d'un comité national jouant un rôle essentiel dans l'évaluation de la science française dans lequel les personnels (et leurs syndicats) sont largement représentés. Dans le contexte général d'une politique libérale, d'une réduction de l'emploi public, il ne pouvait rester longtemps à l'abri d'attaques et de tentatives de le mettre au service d'intérêts privés. Il en avait d'ailleurs déjà connu d'autres depuis sa création à la Libération (le CNRS a été créé en 1939 par Jean Perrin, mais c'est en 1945 qu'il est véritablement devenu le socle de la recherche française sous la direction de Frédéric Joliot-Curie, et il a été étroitement associé à l'université à partir de

1966). La qualité des travaux scientifiques des laboratoires du CNRS est mondialement reconnue, et c'est surtout grâce à lui que la France se situe parmi les pays scientifiquement les plus avancés.

Claude Allègre est un scientifique (géophysicien) qui a des idées arrêtées, et qui croit avoir raison sur tous les sujets, même quand la Nature et les faits, qui sont têtus, lui prouvent le contraire. On se souvient de sa polémique avec Haroun Tazieff sur le volcan de La Soufrière (des milliers de personnes avaient été évacuées sans raison car il prévoyait une explosion), ou plus récemment quand il s'obstinait à ignorer la résistance de l'air (en prétendant à la télévision, et en insistant ensuite, qu'une boule de pétanque et une balle de tennis tombaient en même temps, ce qui n'est vrai que dans le vide). Dans ce dernier cas, ses croyances ne prêtaient pas à conséquence. Un tel génie infailible aurait sans doute pu se faire élire Pape. Mais comme la France n'est plus la fille aînée de l'Église, et qu'il est ami de longue date de Jospin, il a dû se contenter d'être ministre de l'Éducation Nationale de la Recherche et de la Technologie. En octobre 1998, fidèle à sa méthode autoritaire, il tente d'imposer un décret pour transformer le CNRS en une « agence de moyens » n'ayant plus aucune autonomie scientifique, obéissant aux programmes de recherche dictés par le pouvoir politique ou économique, dilué dans les universités, sans force effective pour mener des recherches fondamentales par la suppression du métier de chercheur permanent à temps plein, et sans l'indépendance nécessaire à toute évaluation par la réduction des prérogatives et la modification de la composition du Comité National. Ce n'est que parce que la réaction a été forte, et sous toutes les formes, et la mobili-

sation particulièrement massive qu'il a dû reculer. Toute la communauté scientifique réclamait un réel débat national sur la recherche, avec tous les acteurs, pour engager les évolutions nécessaires à l'amélioration de la recherche française mais aussi à une meilleure utilisation de cette recherche pour les besoins de la société. La vache folle, les poulets dioxinés, le nucléaire, le clonage, en même temps que la montée des sectes et des croyances irrationnelles, sont autant d'exemples qui montrent que les rapports de la science et de la société doivent être consolidés, que la science ne doit pas être au service du capital ni du pouvoir politique.

Conjugué avec les autres dégâts qu'Allègre était en train de faire dans l'Éducation Nationale, le parti socialiste craignait que l'effet Allègre lui fasse perdre les élections européennes. En janvier le projet de décret était abandonné, mais le ministre n'avait pas renoncé. Les syndicats ont réclamé sa démission. Sous la pression, Jospin a dû nommer en février deux députés (Pierre Cohen, député-maire de Ramonville et Jean-Yves le Déaut, député de Meurthe-et-Moselle), pour mener une mission sur la recherche. Les députés sont allés sur le terrain, ont établi un état des lieux de la recherche et organisent un colloque national public à Paris le 26 juin. Quelles conclusions tireront-ils et quelles propositions feront-ils à Jospin? Car les pailloles de la Corse et les bombes du Kosovo ont détourné les attentions, et le PS est sorti sans encombre des Européennes. Allègre a recommencé à attaquer le CNRS (par exemple dans *Libé* du 2 juin). Ira-t-il jusqu'au bout? La mobilisation seule peut le contrer, et pas seulement celle des scientifiques. C'est toute la société qui est concernée. ■

Avicenne

# Le hola des Sétois

Il est de notoriété publique, que tout l'homme politique se doit d'être un rassembleur pour peu qu'il aspire à un destin national, ou, comme il est de circonstance, européen, dans le but bien sûr, de faire le bonheur de tout un chacun.

Si cela ne dépend que de lui, ce serait déjà fait par l'esprit de sacrifice, d'abnégation et de « don de soi dont il fait montre ».

Mais hélas nombreux tous ceux qui par coupable méconnaissance n'ont pas encore compris la générosité de son message et s'opposent à lui. Donc, convaincre et rassembler sont les maîtres mots, l'Alpha et l'Oméga de son cheminement, sa quête du Graal.

Il doit donc pour cela faire sacrifice, se révéler s'il le faut pour ne pas déroger aux règles d'or, qui régissent cette profession (celle des aspirants au pouvoir).

Se méfier comme de la peste, de tout ce qui est définitif, catégorique, il est essentiel de toujours laisser une porte entr'ouverte. Pour cela il convient d'édulcorer, à la limite du lisible ses propos même les plus solennels, quitte à les habiller d'oripeaux chatoyants, acquérir, si ce n'est pas déjà fait, la faconde et l'esprit bateleur afin d'occuper le devant de l'estrade.

Et puis Mondialisation, Europe, oblige, posséder une ou plusieurs langues étrangères, en plus de la langue de bois bien sûr. Bref, en un mot comme en mille, clamer convaincre, distraire, focaliser l'attention et surtout faire étalage d'originalité. Faute d'idéal il se doit d'avoir des idées (pour l'idéal, c'est pas grave le « contenant » fait souvent office de « contenu »).

Ces quelques considérations d'ordre général quelque peu désabusées sur le comportement de nos hommes politiques sont le fruit d'une longue et attentive observation, les éléments qui nous aident à comprendre les raisons pour lesquelles, la campagne électorale des Européennes a suinté d'ennui et généré un désintérêt patent, où sont donc les campagnes d'autrefois, où les orateurs, les tribuns flamboyants soulevaient les passions, où le seul verbe suffisait à faire basculer des certitudes, où enfin les odeurs corporelles des

préaux d'école se mélangeaient aux odeurs des complots.

Cela ne servait bien sûr à pas grand-chose pour les gagne-petits, mais c'était du spectacle quelque fois jouissif, toujours curieux, vivifiant.

De nos jours l'uniformisation est la règle, l'unisexe régente, le virtuel dépersonnalise et le politiquement correct lamine.

C'est en ces temps de campagnes électorales où nous avons assisté à des accouplements quelques fois contre nature, à des collaborations hasardeuses, et des unions de circonstances mais tout cela comparé à l'imagination et à l'esprit d'initiative qui anime le « chef » du FN, c'est de la roupie de sansonnet.

Le grand écart parfait non content de s'être approprié l'héritage et le fade inconsistant petit-fils de De-Gaulle ne voit-on pas qu'il pousse l'audace jusqu'à Sète, investit avec ses gorilles le cimetière, assiège le tombeau de Brassens et proclame avec véhémence son attachement et son respect à l'artiste, met en exergue, ce qui selon lui les rapprocherait, « l'esprit rebelle » !

J'ai pas à dire comme le chantait si bien l'ami Georges « quand on est con, on est con... », heureusement pour le chef et pour notre plaisir que le ridicule ne tue pas.

Remarquez cela aurait fait un beau scoop, Le Pen fauché par la camarade à Sète, un peu réducteur peut-être ? Question angoissante le brain trust du Front a t il été à ce point vidé de sa substance par le départ du « petit caneton » pour accoucher d'une si belle idée.

Le gazier ou les gaziers de service devraient se méfier, les bancs publics ne sont pas uniquement réservés aux amoureux, les SDF prennent place aussi.

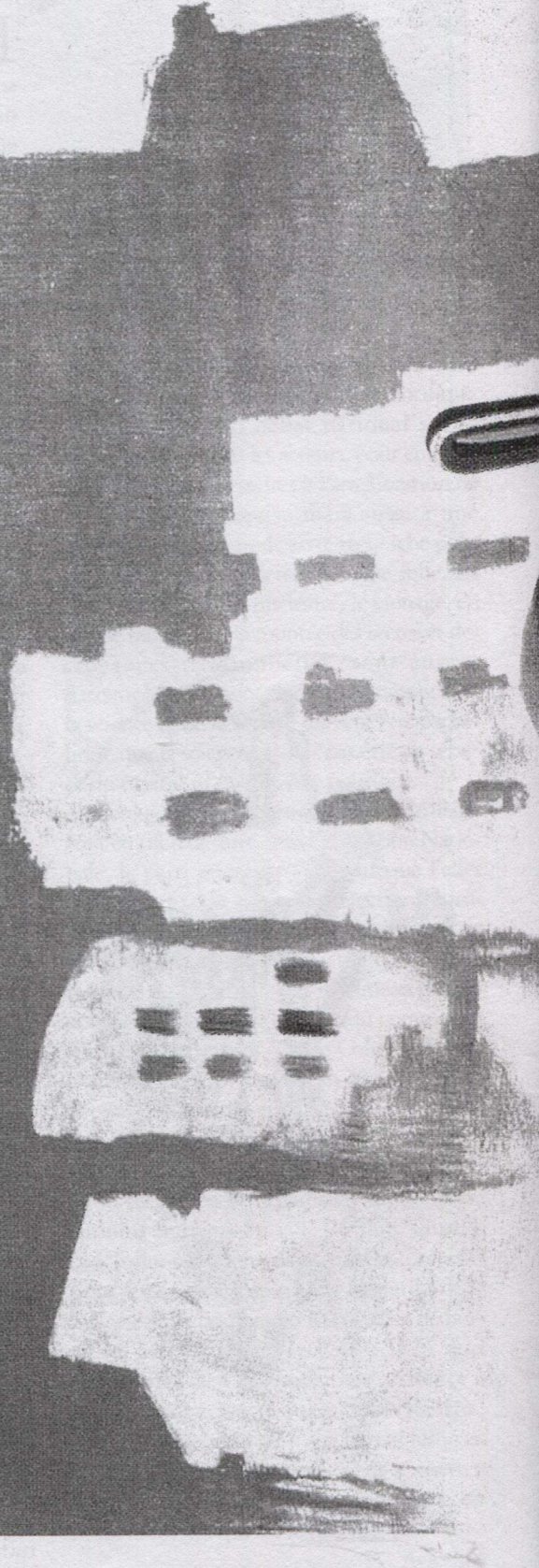
Il ne reste plus au « chef » pour montrer que son attachement à l'ami Georges n'est pas de pure convenance mais profondément senti, que lors des meetings, résonnent ces mâles paroles « moi mon colon celle que je préfère, c'est la guerre de 14/18... » en lieu et place de la Marseillaise. Poussera t il l'audace jusque-là ? ■

Gordi

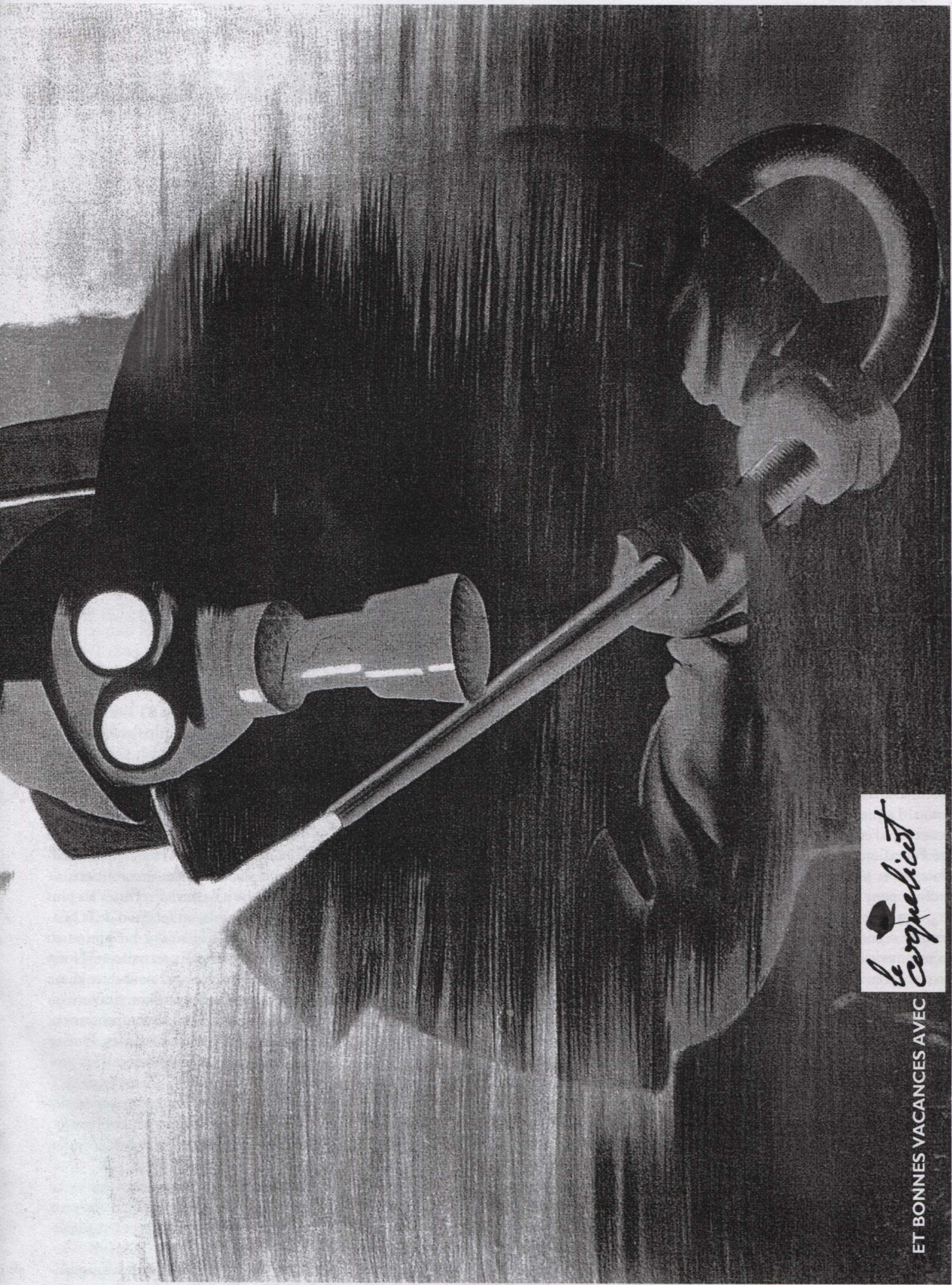


# DEFENSE PASSIVE

PAUL  
COLIN





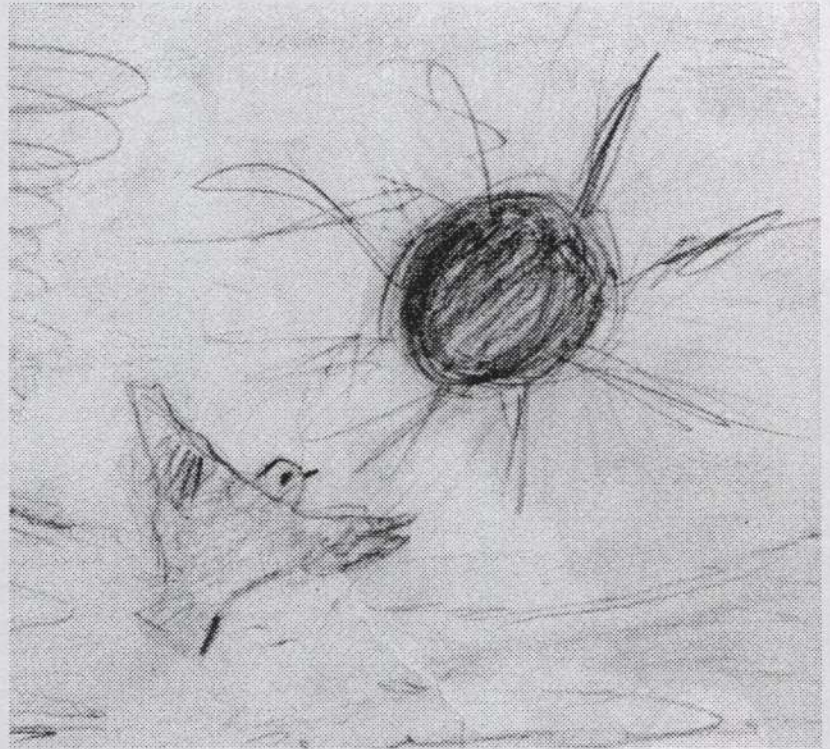


*le corquelicot*

ET BONNES VACANCES AVEC

# La réduction du temps de travail

*Autour d'une table ronde se sont réunies quatre employées du commerce toulousain directement concernées par les négociations sur la réduction du temps de travail. Une discussion au cours de laquelle, parfois en vrac, de nombreux problèmes sont évoqués. Nous avons tenu à retranscrire les positions de chacune, les colères de toutes et bien sûr les inquiétudes et incertitudes communes à tous les salarié(e)s. Le bilan n'est pas, pour le moins, des plus positifs. Le sentiment général fait état de la déception et du ressentiment qu'engendre cette longue série de négociations... négociations qui ne sont que l'ombre d'elles-mêmes.*



## Dans une petite entreprise

Françoise G. : Le cadre de la loi sur le passage aux 35 heures étant extrêmement flou, la négociation dépend du rapport de force. Dans les petites boîtes c'est pas coton! La pression est considérable. Dans beaucoup d'entreprises cette négociation a été l'occasion de remettre à plat nombre d'acquis, et justement pour les patrons en profiter pour tout renégocier, sachant que le piège c'est que cette renégociation est ensuite signée par les salariés. C'est un engagement difficile, c'est dur d'arriver à un compromis sur le plan éthique. Du fait de la date butoir (le 30 juin 1999 afin d'obtenir les aides de l'État), les discussions se sont accélérées ces dernières semaines, un peu à la va-vite. Je suis persuadée que la RTT n'est pas seulement réduire la durée du travail mais en modifier l'organisation. Il a fallu le faire admettre, ce qui a eu pour effet le plus souvent de laisser les salariés sur leur garde. D'autant que les patrons en ont profité pour proposer une réorganisation du travail basée avant tout sur la rentabilité. Mener cette réflexion, pour nous, syndicalistes, c'est réfléchir sur une organisation où les salariés ne perdent pas tout. Les patrons avaient anticipé de longue date

cette réflexion. Nous avons été pris de court, il faut bien le dire. Les commissions syndicales ont fonctionné sur d'autres terrains et les employeurs avaient trois pas d'avance.

Pour nous, on a commencé à discuter des 35 heures à la fin de l'année dernière. Il y a eu un audit dans l'entreprise pour analyser les postes de travail et examiner comment on pouvait les modifier. Nos patrons savaient déjà ce qu'ils voulaient et ce que les employés y perdraient. La pression s'est vite ressentie! Notre préalable c'était le maintien du salaire, 35 heures payées 39. Les salariés y tenaient et refusaient les contreparties demandées mais sans réflexion globale sur ce que cela entraînerait. Quand les négociations ont vraiment commencé, la pression était de plus en plus forte. Le risque était de ne pas arriver à un accord, de perdre ce que l'on nous avait fait miroiter, la RTT et l'embauche correspondante (un emploi et demi), il y a eu une sorte d'affolement. À un moment donné, dans cette partie de l'entonnoir qui se rétrécit, tu te dis qu'y perdre un peu quelque chose c'est mieux que de perdre tout. On était assuré d'y perdre de toute façon : d'un côté le blocage des salaires, et

de l'autre l'abandon de la RTT et une pression dingue pendant plusieurs années. L'accord proposé ne nous fait pas sauter au plafond mais c'est un compromis acceptable au vu des pertes envisagées. On a le sentiment d'avoir sauvé les meubles.

Ce qui me met très en colère, c'est que cette loi n'ait pas prévu l'embauche de nouveaux salariés aux mêmes conditions de salaire. Même s'ils seront recrutés au plus bas salaire possible, en fonction de la qualification, qu'ils le soient au moins au même taux que les autres salariés. Notre syndicat a refusé de signer pour cette raison dans une entreprise de photogravure où nous refusions une «prime compensatrice» non payée aux nouveaux salariés. Que ce gouvernement n'est pas prévu cela est proprement scandaleux!

Autre chose, les aides gouvernementales s'évaluent sur 5 ans alors que l'obligation d'embauche n'est que de 2 ans. C'est un comble.

Rien n'est prévu dans la loi d'Aubry au sujet de l'égalité de traitement du taux horaire entre temps complets et temps partiels.

La prime d'ancienneté n'est pas supprimée mais va diminuer progressivement et

les nouveaux embauchés n'y auront pas droit aux mêmes taux que le reste du personnel. La direction voulait que cette disposition soit inscrite dans l'accord de réduction du temps de travail. J'ai obtenu que cela soit dissocié de l'accord, mais on y va quand même. Je ne veux pas signer ça, c'est une chose qu'on nous l'impose et une autre de le signer.

### Dans un hypermarché

**Françoise B.** : Les 35 heures négociées en mars vont s'appliquer chez nous à partir du 1<sup>er</sup> juin. Il n'y aura pas d'aide de l'État et il est prévu d'embaucher 2000 personnes dans tous les magasins du groupe (ce qui signifie 1 à 2 personnes par magasin). Nous ne savons pas s'il s'agit d'embauches en CDD, en CDI, en temps partiels. La seule chose qu'on sait c'est qu'il y aura un certain pourcentage de travailleurs handicapés. La plus grosse partie de ces embauches sera contenue dans l'augmentation des contrats. C'est cette carotte qui a entraîné la signature de tous les syndicats sauf la CGT (Sud n'est pas présent dans ce groupe). Cette carotte d'un côté et de l'autre la modulation. La réorganisation du temps de travail par la flexibilité et l'annualisation, il y a déjà très longtemps qu'on en entendait parler, mais sans qu'il y ait acte. Ils n'y arrivaient pas. C'est au travers de la réduction du temps de travail qu'ils voulaient y parvenir

avec l'aval de certains syndicats (FO, CFDT, CFTC) qui avaient anticipé cette mise en place généralisée de la flexibilité et de l'annualisation. Ils y sont parvenus.

Nous avons une convention collective qui n'était pas mauvaise par rapport aux autres du secteur, nous avions des acquis que nous pensions immuables, et nous avons l'impression d'avoir beaucoup perdu. Quelques exemples : La prime d'ancienneté est gelée, les nouveaux embauchés n'y auront pas droit. Le mode de calcul du demi-mois et du 13<sup>e</sup> mois qui précédemment était payé si on avait travaillé un mois dans le semestre, désormais sera payé au prorata du temps travaillé. La prime de présence est supprimée. Pour un semestre sans absence, une prime ou une semaine de congé supplémentaire (ce qui pour certains employés signifiait donc 2 semaines

de congés en plus dans l'année) était accordée. La RTT est compensée par une semaine de congé supplémentaire. On récupérait lorsque le jour férié tombait un dimanche, à présent c'est fini, et c'est surtout la modulation des horaires sur l'année avec des semaines à plus 6 heures et moins 6 heures. En fin d'année, la «chaussette» (compte épargne temps) sera vidée et le cumul compensé en fric ou en jours de congés. Il n'y aura donc plus la possibilité de travailler quelques heures de plus pour les petits contrats.

À la première RTT, en 82, ils avaient séparé temps de travail effectif/temps de pause et baissé le temps de travail des temps complets en ne touchant pas le temps de travail des temps partiels et en « oubliant » de payer aux temps partiels la



« compensation horaire » payée aux temps complets. Quelques filles à temps partiels ont entamé un procès sur la notion de « travail égal, salaire égal » puisque, les temps complets gagnaient plus que les temps partiels. Elles ont gagné ce procès. Alors là, la leçon a servi, la direction baisse de 45 minutes le temps de travail effectif des temps complets et verse une augmentation de salaire de 2,1 % pour conserver l'égalité du taux horaire. Ce procès auquel les gros syndicats ne croyaient pas, a été gagné par à peine une dizaine de filles.

Alors, dans la RTT il y a en plus... les îlots caisses et le lissage de la convention collective. La RTT s'accompagne chez nous de 2 étapes : la mise en place des îlots caisses et la refonte de la convention collective. Les îlots caisses c'est l'illusion de fixer nous-mêmes nos horaires par groupes.

Il y a eu une remise en question unilatérale des samedis de repos des salariés en horaires fixes. Nous avions un samedi sur trois. Il y a eu un changement d'horaires et en particulier on est passé tous à un samedi sur six, soi-disant pour avantager les salariés en horaires variables. Nous avons fait une grève l'an dernier, qui n'a pas bien marché. Actuellement 76 filles font un procès pour obtenir le retour à nos anciens horaires, le respect du contrat signé à l'embauche. Les juges prud'homaux nous susurrent qu'un contrat peut être remis en cause ! On nous pousse à la conciliation avec la direction pour régler ce problème dans la réorganisation générale des horaires liés à la mise en place de la RTT.

La responsabilité du syndicat est importante dans cet échec. Après un débrayage où tout le magasin était là, discutant avec les clients, la CGT nous a fait reprendre le travail le lendemain matin. En fait on s'est quand même retrouvé avec les nouveaux horaires dont nous ne voulions pas. Comment veux-tu être crédible pour reprendre un mouvement au sujet de la RTT.

La nouvelle convention collective a été signée par des syndicats même pas reconnus à l'intérieur du magasin. Pour FO, à Paris ils signent et à Toulouse ils refusent la modulation

des horaires contenue dans les accords de Paris ! Comment veux-tu après que les gens se mettent en lutte ! L'ambiance se détériore. Ils sont arrivés à ce que la moitié des caissières s'oppose à l'autre. On se parle encore mais bientôt ce ne sera plus vivable. Une bonne partie va accepter les horaires en îlots. On va s'user dans une ambiance pourrie. On perd des horaires collectifs pour des horaires individuels et c'est terrible. Nous étions dans le magasin un noyau collectif qui réagissait, qui pouvait s'opposer, faire des débrayages, c'était notre force. Et cela s'effrite.

En plus ce qui fait râler c'est qu'ils profitent de la négociation de la RTT pour lisser la convention collective. Depuis plusieurs années le groupe a racheté d'autres enseignes et a récupéré le personnel. Il y avait donc plusieurs conventions collectives

différentes. Ils imposent une nouvelle convention unique qui, sous prétexte d'égalité, nivelle vers le bas. Ce qui nous fait râler, c'est la réappropriation patronale de nos propres mots : solidarité, égalité, justice, voir même utopie. En fait les 35 heures on a l'impression de se faire avoir!

**Marie-G :** La RTT a été le cheval de bataille pour tous ces syndicats qui sont arrivés aux négociations en ayant déjà intégré flexibilité et annualisation, et peu importait ce que les salariés perdaient, ces syndicats y gagnaient, en crédibilité, en publicité. Même notre propre direction locale a été très étonnée de voir que le délégué central CFDT signait aussi vite, aussi facilement.

### Quel prix pour la RTT?

**Françoise G. :** Nous avons eu aussi le chantage au sentiment : « Il faut partager, être solidaires. » Alors que nous n'avons vraiment pas beaucoup! Le patron m'a dit « vous vous rendez compte on s'engage à ne pas licencier pendant 2 ans » Mais nous, on s'engage pendant 2 ans à ne pas être augmenté!

**Françoise B. :** Les pertes d'acquis, la flexibilité, l'annualisation du temps de travail, (le fait que cela ne créera pas d'embauches) sont présentés comme d'énormes avancées sociales par la direction.

**Marie-G :** La prime d'ancienneté qu'on nous enlève parce que d'autres magasins du groupe ne l'ont pas est présentée comme une mesure d'égalité sociale! C'est de l'égalité par le bas!

**Françoise G. :** Réduire le temps de travail, créer des emplois, on a toujours été d'accord avec ça! Mais au bout du compte on y perd quelque chose et ça laisse une sacrée amertume. C'est nous, les salariés actuels et les futurs embauchés qui payons la facture.

**Françoise B. :** À entendre Martine Aubry le matin à la radio j'ai l'impression d'entendre la direction du magasin : les mêmes valeurs, les mêmes discours, les mêmes satisfactions.

**Françoise G. :** C'est vrai que ce qui est positif c'est que cette négociation, chez nous, à relancé l'intérêt pour le syndicat. Nous n'avions pas de section syndicale, il a fallu en créer une et c'est mieux pour le dialogue social.

**Françoise B. :** Certes mais la loi qui impose une signature syndicale entraîne une sorte d'inversion. Ce sont aussi des négociations avec des centrales, sans syndiqués dans la boîte, mais le syndicalisme lui ne s'implante pas vraiment. Tout cela est un peu illusoire.

**Françoise G. :** Tout à fait. Chez nous la direction avait besoin d'un syndicat pour signer, cela va être fait mais on nous fait bien comprendre qu'on ne parle plus de ce syndicat après. Les mois qui vont venir vont être difficiles. Et comme on baisse notre temps de travail de 10 %, qu'on embauche 6 %, les 4 % restants doivent être gagnés en productivité. Alors la RTT, oui, mais quel en sera le prix? ■

propos recueillis par Angès

**A**lternative Libertaire se situe dans la continuité du mouvement libertaire ouvrier international dont nous reprenons les idées-forces sans rejeter les acquis positifs des autres courants. Nous luttons pour la redistribution des richesses, une égalité réelle entre hommes et femmes pour construire une société autogestionnaire sans État et sans classes basées sur une production motivée par les seuls besoins, le pluralisme et la démocratie directe. Pour mener ce combat, nous construisons une organisation révolutionnaire autogérée, implantée parmi les travailleur(se)s, dans la jeunesse et active dans les mouvements sociaux. Nous voulons contribuer à une renaissance du combat révolutionnaire et antiautoritaire de masse, une refondation du socialisme à l'horizon du XXI<sup>e</sup> siècle. Pour atteindre ce but, notre stratégie politique repose sur une dialectique entre deux niveaux d'expression et d'organisation distincts et complémentaires : l'organisation et le développement d'un nouveau courant libertaire « lutte de classe » et l'émergence d'un vaste mouvement anticapitaliste et autogestionnaire, où le nouveau courant libertaire s'intégrerait sans disparaître.



Lecteurs, lectrices du *Coquelicot*, vous pouvez vous abonner à *Alternative Libertaire*, BP 177, 75967 Paris Cédex 20, en libellant un chèque au nom de Agora 2000, (abonnement simple 90 F ou abonnement de soutien 140 F). Vous pourrez aussi le trouver en dépôt à la librairie Ombres Blanches. Au sommaire du n° 76 de juin 1999 : Quel avenir pour l'extrême gauche? Corse/Yougoslavie, un entretien avec C. Samary/Pologne/SNCF une grève contre la flexibilité/luttes aux Finances/une rencontre AL-Écologie sociale/lire : *La mondialisation malheureuse*. ■

### Une Souscription :

Nous n'avons plus de local national. Le 23 février 1999, notre local national de Paris a été en partie détruit par une entreprise de travaux publics chargée de démolir un immeuble mitoyen. Bien évidemment, nous nous battons pour obtenir réparation mais cela risque de prendre du temps. Ceci nous oblige à réaliser l'objectif de notre souscription dans les plus brefs délais. Depuis près de 10 ans, *Alternative libertaire* a déjà plusieurs fois fait appel à ses sympathisant(e)s pour la soutenir dans son entreprise de construction d'un courant libertaire lutte de classe. Evidemment cette aide financière est capitale pour notre courant qui se refuse à entamer son indépendance politique en ayant recours à des subventions de l'État. Aujourd'hui, l'enjeu est d'élargir notre audience et l'objectif de notre souscription est de récolter 1 000 000 F. C'est une somme importante mais elle est indispensable pour pouvoir poursuivre notre combat efficacement et d'acquérir un nouveau local national. Pour accroître nos moyens logistiques mais aussi pour créer un lieu de rencontres et d'échanges où l'on pourra se procurer nos publications et d'autres ouvrages, et participer à des réunions-débats. Nous ne concevons pas ce local comme une simple vitrine de notre organisation mais bien comme un lieu de construction de contre-pouvoirs.

**Comment souscrire?** Tout simplement en envoyant vos chèques à l'ordre d'*Alternative libertaire*. Pour celles et ceux qui voudraient nous aider sur le plus long terme, un système de virement automatique mensuel est mis en place.

- Je verse la somme de... F. de souscription pour le nouveau local d'*Alternative libertaire*
- Je souhaite recevoir des informations sur les virements automatiques.
- Je m'abonne à *Alternative libertaire* mensuel pour 10 numéros (90 F).
- Je m'abonne à *Débatte* (trimestriel) pour 4 numéros (70 F).
- Je souhaite prendre contact avec des militant(e)s d'*Alternative libertaire*.

# Angle d'ATTAC

**Une association de citoyen (ne)s convaincu(e)s à juste titre que, taxer les transactions boursières, à la hauteur de 1 %, permettrait de faire vivre un bon nombre de pays sur cette planète. Une association dans laquelle l'on retrouve non seulement les militant(e)s connu(e)s mais plus souvent les personnes conscientes qu'il faut agir, prendre part aux débats. Le mutisme et le manque de réflexion de fond sur notre avenir commun, seront la place laissée libre au libéralisme et au règne du profit.**

Pendant qu'Attac fête sa première bougie, nous pouvons, avant l'été, tirer les premières leçons de 4 mois d'activité toulousaine.

L'AG du 3 février a réuni plus de 600 personnes dont une centaine suit régulièrement les travaux. Même si cette proportion d'actifs est normale on ne peut s'en contenter. Pour jouer notre rôle politique essentiel, à savoir celui d'un groupe de pression civique, nous avons besoin du plus grand nombre. Nous sommes déjà trop tributaires d'un petit noyau, d'où d'inévitables dysfonctionnements que nous regrettons tous. Notre participation active est nécessaire pour pallier aux erreurs de jeunesse, comme pour imaginer de nouvelles actions. Ici le rôle des nouveaux militants est crucial. Quant à ceux dont la disponibilité est rare, ils pourront utiliser les colonnes de ce journal ou téléphoner à

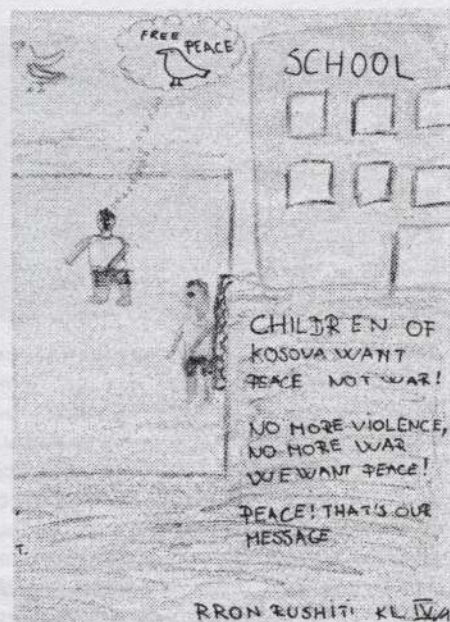
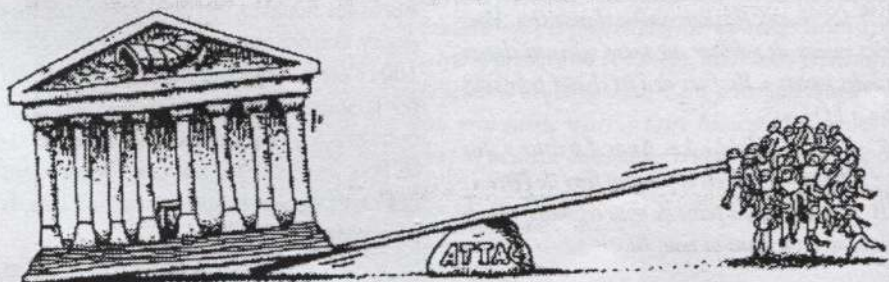
l'association pour faire part de leurs suggestions. Ce mouvement n'en est qu'à ses débuts.

C'est la raison pour laquelle, durant le mois de juin et en vue du CA du 23 juin auquel nous vous convions tous vivement, nous tenterons de réfléchir à une saison 1999-2000 mieux structurée et répondant aux aspirations du plus grand nombre comme aux ambitions stratégiques de notre association locale à moyen terme.

Malgré tout, en à peine 4 mois, des réunions publiques ont été organisées, ce bulletin comme les prémices d'un travail de formation ont vu le jour. Nous corroborons par les faits les propos de Bernard Cassen lorsqu'il parle d'Attac en tant que mouvement d'éducation populaire, même si cette attirance pour le « savoir » économique relève aussi de la fascination... ■

*Si vous êtes intéressé(e)s, prenez contact avec ATTAC Toulouse au 10 bis rue du Colonel Driant 31400 Toulouse. ou sur le site internet : [http : www. multimania. com/ocattac](http://www.multimania.com/ocattac). L'association fonctionne avec des commissions telles que : formation-débat, commission internationale, culture, réseaux et communication. Chacune un sujet et des intérêts pour toutes et tous ! Un appel particulier de la commission « Réseaux » qui met en place des regroupements géographiques afin de faciliter la circulation de l'information.*

*Si vous souhaitez collaborer et donner un peu de votre temps, contactez : Hélène Petit au : 0561 27 7656.*



## Les enfants du Kosovo

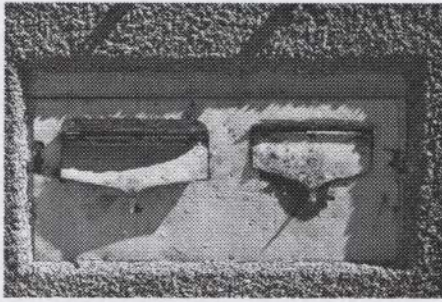
Tous les dessins de ce Coquelicot ont été réalisés par des enfants kosovars dans les mois précédant l'intervention de l'OTAN. Il s'agit donc de documents montrant ce que les enfants voyaient se réaliser sous leurs yeux (massacres ou exode) ou de ce qu'ils souhaitaient (bombardements ou répliques de l'UCK). Ces dessins nous ont été prêtés par l'association *Guernica ADPE* située à Toulouse et à Grenoble.

Celle-ci édite depuis plusieurs années une revue sur la situation en Yougoslavie et organise pour la deuxième fois, dans la ville de Mostar en Bosnie le festival « *Most stars in fusion* » qui aura lieu du 25 juin au 11 juillet. Dans le prochain n° du *Coquelicot*, nous espérons vous en donner quelques échos.

Pour les joindre : *Guernica ADPE*, 10 bis rue du colonel Driant 31400 Toulouse  
Tél. Fax : 05 62 48 97 06

Site internet : [www. multimania. com/guernicaadpe](http://www.multimania.com/guernicaadpe)





**Voilà près de 4 ans que nous maintenons le cap d'un journal Libertaire sur Toulouse. Nous avons fait appel à votre soutien et pour beaucoup il a été entendu. Nous vous en remercions et publions ici les petits mots qui nous sont arrivés avec les chèques de soutien. Des compliments, des reproches, mais surtout la marque d'un intérêt pour notre démarche. Merci encore et nous essaierons de publier dans chaque numéro un courrier des lecteurs le plus exhaustif qu'il soit.**

*Cher Coquelicot*

Bon, comme je vous aime bien, je vous donne ma contribution avec plaisir. Parfois je vous croise sur les parcours déambulatoires de manifs car, pour certain(e)s d'entre vous, vos visages me sont familiers. Mais, car il y a toujours un mais, jamais on ne vous voit apparaître avec le drapeau rouge et noir. Ne sauriez-vous plus coudre? Continuez en sollicitant le plus de gens possible. Dernières remarques, un peu plus d'infos sur la ville et sa région seraient les bienvenues et des points de ventes plus nombreux aussi. Salutations libertaires. Cécile

*Cher ou chère Coquelicot?*

Et oui je me pose la question. Si vous étiez un vrai journal, peut-être manquerait-il des articles sur la ville, plus concrets, plus près de nos réalités souvent moins « intellos ». Je me rappelle de cet article paru dans un des premiers numéros sur une autre façon de militer, d'appréhender les luttes, l'engagement. Ne devrait-il pas s'appliquer à votre parution? Si vous étiez une revue, là, les pages manquent pour approfondir les sujets que vous voulez traiter. Il y a certainement un problème de finances non? En tout état de cause, continuez mais faites attention à nous toutes et tous qui cherchons une autre lecture des journaux « militants ». Sophie

*Cher Coquelicot*

Alors, la couleur vous fait défaut? C'est pas par manque de thune, je vous en ai envoyé plein (120,40 F) le reste des courses! Un coquelicot c'est rouge et noir un point c'est tout! Faites gaffe à votre gestion non d'une barricade! À bientôt. Patrice

*Cher Coquelicot*

Voilà ma participation à votre parution. Une augmentation de 5 francs c'est beaucoup et peu à la fois quand on veut, comme vous le faite, changer le « look » d'un journal militant. Continuez mais en écrivant un poil plus gros et en écrivant encore comme le font Patrick et Vaporetto avec ce poil de rêverie qui fait souvent défaut ailleurs. J'oubliais, quand vous avez un dossier qui fait 3 pages, ne pouvez-vous pas le faire paraître un plusieurs fois, ce serait peut-être moins lourd à digérer. Est-il vrai que nous pouvons punaiser la page centrale dans les toilettes?

Martin

*Lettre ouverte aux coquelicots fanés qui avancent masqués parce qu'en fait bien plus noirs que rouges en vérité.*

Nous tenons à affirmer solennellement que nous sommes profondément choqués, mais pas étonnés, par votre ligne éditoriale qui n'est, hélas, que le tragique reflet de vos convictions en réalité très très petites bourgeoises! En effet, quel que soit le sujet que vous savordez, vous êtes incapables d'avoir une réponse de classe, claire et affirmée, aux problèmes que connaissent les travailleurs du monde entier et de la France du chômage. Un exemple : vous osez débattre contradictoirement de la guerre impérialiste au Kosovo au lieu d'apporter, même aux ouvriers, la réponse qu'ils attendent de pied ferme et tambour battant.

Votre sensiblerie parfaitement rétrograde fait des ravages et vous conduit aussi à vous épancher sans fin dans des chroniques intitulées, par exemple, je cite « liber... terre » (alors que ça s'écrit même pas comme ça!) ou des poésies sucrées comme des sodas yankees contaminés qui constituent bien la preuve évidente de votre obsession et de votre immaturité en matière euh... sexuelle car nous n'avons pas peur des mots vu que c'est l'histoire qui tranchera!

Et bien sûr, dans aucun article de votre pseudo journal à la solde de « nous savons qui », pas un seul mot sur le sens inaliénable de cette histoire qui justement nous conduit fièrement et inéluctablement vers la Révolution Proletarienne de masse.

Pour finir, un avertissement : on en a marre de votre ironie quand vous vous moquez de nos paquets de gitanes maïs et de nos pantalons à pattes d'éléphant qui ne trompent personne... méfiez-vous, si vous continuez, on se retrouvera s'il le faut à Cronstat pour « le match- retour ». À bon entendeur! Nous croyons qu'en fait vous êtes jaloux de nos 5,18 % aux élections comme clandestins. Vous feriez mieux de méditer sur notre nouveau slogan issu des urnes. « Profitez de l'été chaud pour vous jeter à LO! »

signé « Les Amis d'Arlette » dits

« les oeilletons rouges et pas peu fiers de l'être ».

NB : Et c'est pas la peine de nous répondre, car de doute façon personne ne nous lit.

**11 milliards de dollars** : c'est l'évaluation faite du piratage des logiciels dans le monde en 1998. Si le manque à gagner (par qui?) est plus important dans les pays industrialisés, c'est dans des pays comme le Vietnam, la Chine, la Russie, que le taux de piratage atteint presque les 100%. Tiens, comme c'est bizarre?

**8 milliards de francs** : c'est le placement des actions Aérospatiale-Matra. De cette modique somme 4 milliards iront à l'État, et de l'État à qui?

**50 000** : c'est le nombre d'exemplaires de la revue littéraire détruit en place publique à Pékin. Motif un article appelant à la libéralisation de la vie politique en Chine, comment on dit frarenait... en chinois, enfin je demanderai à mon copain Biquet!

**300 millions de francs** : c'est la somme récoltée par l'armée française par la vente d'une partie de son patrimoine immobilier; bases aériennes, forts, sémaphores. Contrairement aux autres administrations, l'armée garde le produit des ventes, peut-être pour payer les 4 mètres manquant au porte-avions Charles-De-Gaulle toujours à quai.

**200** : c'est le nombre de paysans indiens du syndicat KRRS (Karnataka Rajya Ryota Sanga) du sud de l'Inde. Ils ont manifesté devant le siège de Rhône-Poulenc à Lyon. Ils dénonçaient le symbole du type d'agriculture qui menace les paysans du tiers-monde. Comment dit-on zapatisme en indien?

**10 millions d'onces d'or** : c'est la vente que s'apprête à faire le FMI pour soit disant alléger la dette des pays les plus pauvres, dixit M. Hans Eichel. Ce même personnage ne prévoit rien pour le Kosovo peut-être ne l'estime-t-il pas assez pauvre. Allez encore un petit effort dans les destructions et les épurations.

**86,9 millions** : c'est la réduction des budgets des hôpitaux toulousains, 220 emplois en moins.

**5 millions de francs** : c'est la perte que subit l'hôpital J. Ducuing.

**12 millions de francs** : pour l'hôpital psychiatrique Marchant, 20 postes de moins. Et si l'on supprimait les hôpitaux? Il n'y aurait peut-être plus de malades, qui sait?

**200** : c'est le nombre de chômeurs supplémentaires à Toulouse suite au coup de force de la BNP sur la Société Générale et Paribas. Après les hôpitaux, les banques, au secours Aubry, ils n'ont pas entendu parler de la RTT!

**100** : c'est le nombre de curés qui ont du quitter la soutane ces dernières années, pour outrage aux bonnes mœurs (hum) en Australie. Pour les restants, ils devront confesser dans des cages de verre; après la papamobile, la papa-immobile. ■

Bibas

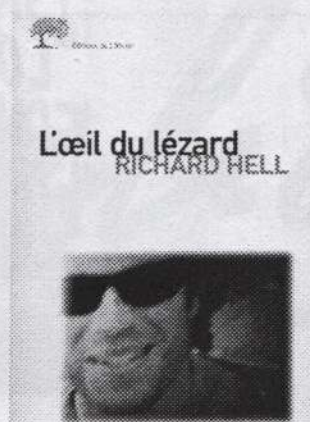
L'ŒIL DU LÉZARD

de Richard Hell

Éditions de l'Olivier, 234 P 98 F

De qui Billy Mud est-il épris? Chrissa, venue de France, photographe fixant l'instant quand son compagnon de voyage lui se confine à l'arrière de la DeSoto 1957 dans sa condition de junkie? La réponse court le long des pages de ce roman comme la drogue dans les veines de Billy Mud. Une traversée de l'Amérique à coups de bavardages dérisoires selon les produits que s'envoie le narrateur. Une vision diluée mais rarement fautive de son égo comme des villes que le couple traverse. Toujours sur le fil du rasoir, près à cracher un venin punk, Richard Hell balade son héros de la compassion à l'antipathie.

Le lecteur, même après une cure de méthadone reste accro. ■



LARCHMÜTZ 5632

de Jean-Bernard Pouy

Série noire 199 pages



Une organisation politique qui met en veille pendant des années deux idéalistes, vieux potes et, du coup, formant un vieux couple. Au milieu de tout ce merdier où le temps fait son œuvre, une vache télépathe qui en sait long sur la vie des hommes. Un roman noir à la sauce Pouy, une vraie quête d'amitié sur fond politique. Serait-il dérisoire de militer?

Serait-il dérisoire de croire que rien ni personne ne mérite la confiance? En attendant, mieux vaut rester méfiant, c'est une question de survie en attendant le matin du grand soir. ■

Vaporetto

UNE APOLOGIE DES OISIFS

de Robert Louis Stevenson

Éditions Allia, avril 1999

Cet ouvrage est offert par votre libraire (en principe pour l'achat de 2 titres de la petite collection Allia). Ce texte a paru pour la première fois dans le Cornhill Magazine en 1877.



*« Une activité intense, que ce soit à l'école, à l'université, à l'église ou au marché, est le symptôme d'un manque d'énergie alors que la faculté d'être oisif est la marque d'un large appétit et d'une conscience aiguë de sa propre identité ».*

*« Aujourd'hui, chacun est contraint sous peine d'être condamné par contumace pour lèse-respectabilité, d'exercer une profession lucrative, et d'y faire preuve d'un zèle proche de l'enthousiasme. La partie adverse se contente de vivre modestement, et préfère profiter du temps ainsi gagné pour observer les autres et prendre du bon temps, mais leurs protestations ont des accents de bravade et de gasconnade. Cette prétendue oisiveté, qui ne consiste pas à ne rien faire, mais à faire beaucoup de choses qui échappent aux dogmes de la classe dominante, a tout autant voix au chapitre que le travail ».*

R.L. Stevenson.  
À méditer... ■

Anges

N4, bus de nuit.

La musique des mots ne suffisait plus et la chaîne hi-fi était en panne. Il me manque toujours cent balles pour faire dix francs. De ce côté-là, ma mère avait sûrement raison. En attendant, pour écouter la musique des îles comme celle des quatre coins du monde, ça me coûtait la peau des fesses, un plein de gasoil, deux heures de bitume et une nuit blanche. Seul l'autoradio restait fidèle à mes envies de nouveaux sons. Encore le nuage noir sur le coin de l'épaule sauf que, cette fois-ci, je m'en foutais royalement. Rien ni personne ne viendrait bousculer ma nuit bien à moi. Une vraie, avec une lune bien ronde, toute claire avec des embrasements le long des nuages bleutés qui s'étaient perdus dans le ciel de printemps. C'est chaque fois pareil, je croise Coline et j'ai le cœur léger. Une sorte de thérapie à l'amertume, une sacré revanche sur la connerie ambiante. On avait mangé chez Tran, le chinois du quartier de la gare. Une halte faite de calme, de musique sucrée comme le menu aux sauces aigres-douces. Près de quatre heures durant, Coline m'avait raconté sa solitude, ses doutes et ses amertumes sur le genre humain. En d'autres temps j'aurais fui devant l'ampleur du problème, ce que j'avais fait d'ailleurs. Sauf qu'aujourd'hui j'avais le recul, l'amour dans le fond des yeux, celui qui vous permet de comprendre un peu mieux celui ou celle qui vous livre ses sentiments. J'ai jamais compris vraiment la haine et la rancœur même si je me suis souvent laissé piéger par ce genre de chose. Dehors, les bus se coulaient dans leurs couloirs toutes les demi-heures avec un gros bruit de diesel. Coline me parlait sans retenue comme nous l'avions toujours fait. J'aime ces moments d'échanges, de réelle tendresse, une victoire sur la moralité, sur l'étouffement des gens pour cause de bienséance, de conventions en tous genres. Elle avait de grands yeux bruns où perlaient quelques larmes bien cachées depuis des années. J'aurais donné tous les dictionnaires du monde pour qu'elle trouve l'équilibre, l'amour, le bleu des nuits que nous ne passerions plus ensemble. Faut jamais perdre les gens que l'on aime, il reste trop de traces sur les chemins. J'ai enclenché une cassette d'Emilou Harris, me suis plongé dans les timbres d'une voix aux aigus parfaits, passé la première, et me suis engagé sur l'avenue du centre ville en me disant que la vie ressemble aux tableaux d'Edouard Hopper. Des instantanés aux couleurs claires malgré les nuits qui tombent une à une. Il restait la moitié du plein ce soir-là. De quoi refaire un monde. ■

R. Vaporetto

## Action Directe : les laisserons-nous crever ?

Des arrestations de nombreux militants d'Action Directe avaient eu lieu depuis 1982. Jusqu'à ce 21 février 1987 où, un commando du Raid, arrêtait quatre militant(e)s de l'organisation révolutionnaire française : Joëlle Aubron, Georges Coriani, Nathalie Méningon et Jean-Marc Rouillan. Depuis douze années, ce sont des conditions de détention extrême que vivent ces quatre détenu(e)s. Isolement total, impossibilité de regroupement malgré la maladie. La machine à étouffer est en route depuis longtemps maintenant.

L'objectif de l'État est clair : éliminer socialement, politiquement, humainement, des militant(e)s qui ont choisi l'action violente. On peut comprendre, réprouver un tel engagement mais rarement rester de marbre devant de telles conditions de détention.

Nous reproduisons la pétition qui circule aujourd'hui dénonçant les conditions de leur incarcération.

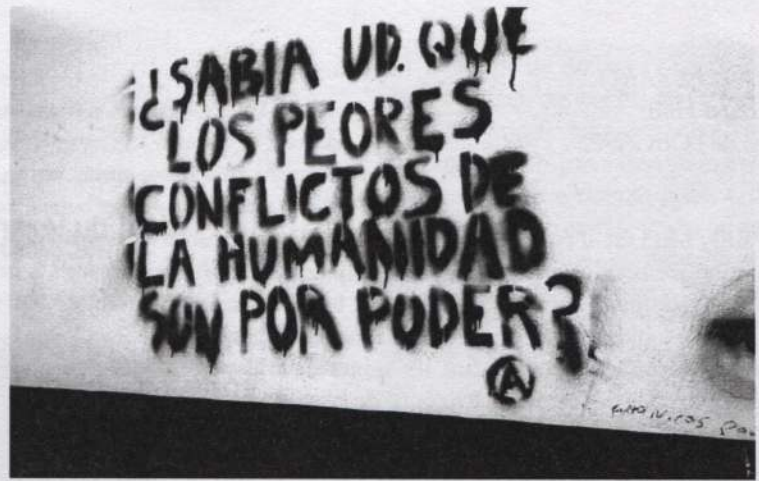
Aujourd'hui, avec eux, nous exigeons la satisfaction de leurs revendications :

- regroupement de Joëlle, Nathalie et Jean-Marc dans un même centre de détention, afin de permettre les parloirs communs qui leur avaient été concédés au terme de leur seconde grève de la faim, en juillet 1989.
- attribution aux deux militantes de cellules communicantes leur permettant d'avoir des activités en commun.
- libération sans délai de Nathalie et Georges, dont les états de santé, après douze ans d'un régime carcéral infernal, sont fortement altérés et totalement incompatibles avec la détention.
- respect des conditions de détention « ordinaires » : droit de visite, courrier, documentation, activités.

Pour tout renseignement complémentaire, téléphoner au 03 86 35 13 55, ou écrire à la Librairie du Point du jour, 58 rue Gay-Lussac Paris 75 005.

Directeur de publication : Patrick Leclerc  
Equipe de rédaction : Amapola, Marc Bernard, Juanito Marcos, Patrick Leclerc, Robert Venezia.  
Prix du numéro : 15 F  
Abonnement : 5 numéros : 75 F  
Abonnement : de soutien : 150 F  
Boîte postale : 4078 31029 Toulouse Cédex 4  
Commission paritaire : 760/95  
Ont été mis à contribution pour ce numéro : Angès, Avicenne, Bibas, Caillou, Gordi, Patrick, Valmat, R. Vaporetto, dessins des enfants du Kosovo, photo de M. Bernard.  
Les articles sont sous la responsabilité de leur auteur.  
Imprimerie spéciale - Le Coquelicot

## LES MURS EN PARLENT



Sur un mur au Costa-Rica

### SOMMAIRE

#### LA VILLE BOUGE

Expulsion des sans-papiers... 2

#### TRAIN FANTÔME

Après la guerre... 3

#### SUD, SUD-EST

Un débat sur fond d'épuration... 4

#### GAME BOY

Vu d'en bas... 5

#### DOCTEUR, T'ABUSES

Le CNRS... 6

#### SÈTE À DIRE

Le hola des Sétois... 7

#### LA CENTRALE

Défense passive et bonnes vacances... 8 et 9

#### 35 LEURES

La réduction du temps de travail... 10,11,12

#### UPERCUT

Attac... 13

Les enfants du Kosovo... 13

#### VIVE LA SOCIALE

Courrier des lecteurs... 14

#### À LIRE...

L'œil du lézard... 15

Larchmütz 5632... 15

Une apologie des oisifs... 15

#### LIBER... TERRE

N4, bus de nuit... 15

### POTS DE VIN ET COPINAGE

Concert exceptionnel de soutien au GISTI, Élysée Montmartre, Paris  
**liberté de circulation/libération/circulation**

Le concert « Liberté de circulation » en soutien au GISTI, du 7 avril 1999 à l'Élysée-Montmartre à Paris, est le fruit d'une dynamique véritablement extraordinaire qui s'est progressivement inventée tout au long de sa préparation. La diversité des musiques qui se succèdent et se mêlent tout au long de ce « live » témoigne d'une volonté d'ouverture commune : il y a une sorte d'inspiration et d'aspiration à en finir, dans le domaine musical comme dans les autres, avec les cloisonnements, les replis sur soi, les exclusions, les discriminations, et les atteintes aux libertés qui vont avec.

L'ouverture musicale se met à l'unisson du projet politique qui a donné naissance au concert : faire en sorte que les États, à commencer par la France et par l'Europe, cessent d'agir comme s'il était possible de fermer les frontières aux pauvres et aux persécutés de la planète.

Je désire souscrire un abonnement :

- pour 5 numéros : 75 F

- soutien : 150 F

**le coquelicot**

Boîte postale : 4078 31029 Toulouse CEDEX 4

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....